

Concept:

Rendement et éthique dans la PP

Vers une politique syndicale de placement

Introduction

5 Quelles que soient nos actions immédiates ou de long terme dans le dossier des retraites, le deuxième pilier existe et existera encore un long moment. Sa fortune est estimée à 1000 milliards de francs et la gestion d'une telle somme ne peut laisser le mouvement syndical indifférent, d'autant qu'il s'agit de «salaires différés».

10 Basé sur la capitalisation, le deuxième pilier n'a de sens (dans sa logique, évidemment, mais elle nous est présentement imposée par la loi) que par le rendement du capital, lequel est de moins en moins au rendez-vous, ce qui remet en question, sur le fond, l'utilité même du deuxième pilier. Mais pour l'heure, il existe, d'où la nécessité d'approfondir les tenants et aboutissants ainsi que les contradictions de cette logique de recours au rendement pour financer les retraites afin de bien comprendre de quoi on parle et surtout de pouvoir agir en connaissance de cause.

Questions de fond

Est-il possible de tabler sur un rendement de façon éthique? (contradiction entre respect et exploitation, contradiction entre intérêt idéologique des salariés et intérêts financiers des IP et des retraités)

20 Si oui, comment? – Si non comment marginaliser/liquider le 2^e pilier?

Les IP sont-elles suffisamment démocratiques ou trop «purement paritaires» pour débattre d'éthique dans les placements et mettre en œuvre cette éthique?

Quel système de retraite est vraiment durable et équitable?

Remarques – critiques

25 L'éthique financière est souvent ramenée à la seule dimension environnementale et/ou climatique, mais la dimension sociale est très peu traitée, d'où la pertinence de la présente démarche de la CGAS.

Timing

30 Les mois de janvier et février 2018 sont utilisés pour préparer la documentation, la logistique, le budget, les intervenants pour les trois premiers modules de «formation interne» (CF ci-dessous) et les mois de juin-juillet-août seront consacrés à leur bilan.

Echéances

20.03.18 = Envoi de l'invitation et talon d'inscription, délai de retour au 1^{er} avril (Umberto + Claude)

35 01.04.18 = Envoi des confirmations d'inscription et de la documentation préliminaire (Charte CAP, Orab articles 22 à 25, Art 158 CPS, Droit de la SA, page 691 à 694) (Claude)

Modules préliminaires de formation/discussion

Trois sessions de formation/discussion de 2,5 heures chacune sur trois soirs en trois mois tenues sur invitation large et destinées principalement aux délégué-e-s du personnel dans les IP (environ une vingtaine de personnes à Genève)

40

Programme

Voir descriptif en annexe

Bilan en juin

Bilan des trois modules de formation-discussion et décision quant à la préparation d'un module/plusieurs modules de «politique syndicale en matière de placement» à proposer à l'UOG et à l'Arpip pour étoffer les formations centrales des délégué-e-s dans les IP.

45

Module(s) complémentaire(s) au cycle ARPIP et aux formations de l'UOG

A concevoir selon bilan

Ajouter un module 7 à la formation existante spécifiquement dédié à l'éthique syndicale dans le placement des fonds.

Idem pour le cycle ARPIP

50

Annexes et informations complémentaires

55	Lexique – mots-clés
	Principes de l'éthique
	Ethique et rendement
	Investissement durable
	Responsabilité sociale
60	Développement durable
	Dossier de documents-ressources
	Eclairage sur la cohérence climatique du portefeuille des assureurs et caisses de pension suisses
	Guide de l'investissement durable
65	Règlement de l'investissement responsable de la CAP
	Politique de placement de Publica
	ORAb, art 22-25
	Révision du droit de la SA, pages 691-694
	Programme de formation sur la PP de l'UOG
70	Programme de formation sur la PP ARPIP/Movendo
	Acteurs ressources
	ARPIP (Informer/voir CA Frund – Michel)
	UOG
	CGAS
75	Ethos – Actares
	Après – Chambre de l'ESS
	A voir
	Charte UITA ???
	Charte ASEB ???
80	Workerscapital.org ???
	Climateaction100.org ???

85

Descriptif formation:

Elaborer ensemble une politique de placement syndicalo-compatible

Contexte

90

D'une part, le 2^e pilier est devenu une force financière incontournable pour la Suisse et sa population active, d'autre part, il remplit de moins en moins son rôle en faveur des retraites par défaut de rendement. Soit il faut renforcer le rendement pour garantir les retraites en pressurant d'autant plus le travail, soit il faut brider ce 2^e pilier pour ne pas aggraver l'exploitation des salarié-e-s. Plus vraisemblablement et à court/moyen terme, il faudra «placer le curseur» de façon éthique entre ces deux termes.

95

But

Organiser un moment de formation complémentaire aux formations existantes sur la gestion du 2^e pilier afin d'y insérer une réflexion sur l'éthique syndicale à défendre dans les politiques de placement des institutions de prévoyance professionnelle

Contenu

100

Organiser un premier échange de fond sur la question de l'usage et du placement des 1000 milliards de francs du deuxième pilier.

Discuter et concevoir une éthique syndicale en matière de placement

Préparer une formation approfondie sur cette éthique à destination des délégué-e-s du personnel dans les instances des IP

105

Modalités pédagogiques

Transmission d'informations d'actualité

Discussion pédagogique

Apports d'experts

Lieu, dates et horaires

110

Les trois soirées proposées forment un tout. Merci aux participant-e-s de s'engager à suivre la totalité pour assurer une réflexion suivie. Un apéro sera servi durant les pauses

Les formations auront lieu à la CGAS, Terreaux-du-Temple 6, code 2006, 3^e étage, salle du fond

11 avril 2018

115

18h00-18h30 – Définitions des **termes du débat** (l'«intérêt des assurés») et **questions de fond** sur les plans:

- Technique et légal (Michel Schweri)
- Enjeux politiques (Alessandro Pelizzari)
- Qui est le «3^e cotisant»?

120

18h30-19h00 – Mise en commun des expériences déjà faites (Charte de la CAP, Publica, CF autre documentation en annexe en page 3). Autres exemples existants fournis par les participants

19h00-19h15 – Pause

19h15-20h00 – Premier échange de fond, débat

125

20h00-20h30 – Enquête sur les besoins de compléments de formation/discussion (Umberto Bandiera)

25 avril 2018

18h00-18h30 – **Cadre légal**, information Orab et révision du droit de la SA (Michel Schweri)

18h30-19h30 – Débat de fond sur **Comment définir «l'intérêt des assurés»?** (versus «les multiples intérêts des assurés»)

19h30-19h45 – Pause

19h45-20h30 – Apports d'Ethos sur les **questions opérationnelles** – Application du droit de vote – Adhésion à pool d'investisseurs (Vincent Kaufmann)

16 mai 2018

18h00-18h30 – Quelles sont les possibilités réelles d'influer dans les IP dans les caisses publiques avec un administrateur de la CAP choix par Umberto et dans les caisses privées avec Jean-Rémy Roulet

Mise en commun des «expériences démocratiques» des participants dans les instances d'IP

18h30-19h30 – Vers une **charte éthique des placements**? Un guide de placement? Des principes de placement? Des listes d'exclusion et des listes «positives»? Discussion

19h30-19h45 – Pause

19h45-20h30 – Suites des opérations, autres modèles à réfléchir, bilan commun des trois soirées et leurs débouchés (Commission CP CGAS)

Intervenants

Umberto Bandiera, Vincent Kaufmann, Alessandro Pelizzari, Jean-Rémy Roulet, Michel Schweri, + Quelqu'un de la CAP

Public-cible

Délégué-e-s du personnel dans les IP

Militant-e-s de syndicats et de commission de personnel

Secrétaires de syndicats

Organisation

Commission caisses de pension de la CGAS

Talon d'inscription

Nom

Prénom

Adresse électronique @

Téléphone / Portable

Affilié à l'IP

Membre de quelle instance

Syndicat

Commentaire

A faire parvenir avant le 1^{er} avril 2018 à: info@cgas.ch